Un colloque universitaire interrompu après l'agression des intervenants par des activistes pro-trans, Sud-Education avait réclamé la censure de ce colloque

22/06/2023 à 17h37



Ce devait être un colloque ordinaire, comme il s'en tient des dizaines par mois dans le monde universitaire. Thème de ces débats organisés par le Centre de droit public comparé (Panthéon-Assas) ce jeudi 22 juin ? « La République universelle à l'épreuve de la transidentité ». Sauf qu'au bout d'une heure et demie d'échanges, cinq étudiants, portant tous des masques chirurgicaux, se sont levés pour asperger les intervenants de peinture, leur jetant des boules puantes, des billes et divers objets en métal, au cri de : « *La fac nous appartient* » et « *Non aux transphobes* ». Le colloque a dû être interrompu.

> *Un colloque universitaire interrompu après l'agression des intervenants par des activistes pro-trans, Sud-Education avait réclamé la censure de ce colloque https://t.co/F3aoq3ZgF2 pic.twitter.com/84fSyuqGdD*
>
> *— Fdesouche.com est une revue de presse (@F_Desouche) June 22, 2023*

« *Ils sont passés à l'action pendant l'intervention de Benjamin Moron-Puech, qui est pourtant un homme très progressiste sur ces questions* », s'étonne Xavier-Laurent Salvador, co-organisateur du colloque, qui a annoncé son intention de porter plainte. Il insiste sur le fait qu'il s'agit là d'un débat certes critique, mais d'une critique très modérée, car faisant notamment intervenir des universitaires très progressistes sur la question.

Cette nouvelle offensive militante sur le monde universitaire qu'il faudrait empêcher de débattre n'est pas vraiment une surprise. Les organisateurs du colloque avaient fait l'objet de multiples pressions préalables pour annuler l'événement. **Le syndicat Sud Éducation avait réclamé la censure a priori du colloque en s'inquiétant de « *la violence transphobe, voire raciste, que pourraient revêtir certaines interventions*.** […] *Les droits des personnes trans ne sont pas un sujet de débat, les droits des personnes trans sont des droits humains* ». [….]

Le Point